Arménie

François Verdier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/1894>

DOI : 10.4000/insitu.1894

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

François Verdier, « Arménie », *In Situ* [En ligne], 3 | 2003, mis en ligne le 11 avril 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/1894> ; DOI : 10.4000/insitu.1894

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Arménie

François Verdier

Introduction

- 1 L'Arménie est un petit pays (29 000 km²) de trois millions d'habitants situé à l'extrémité sud-est de l'Europe, au sud du Caucase, sur de hauts plateaux (altitude 1 500 m) dominés par deux volcans : le mont Ararat, culminant à 5820 m, en Turquie, et le mont Aragat, au centre du pays. Il y fait très chaud l'été et les hivers sont particulièrement rigoureux, mais grâce à l'irrigation du fleuve Araxe et de nombreux cours d'eau et lacs, l'agriculture s'y est développée très précocement dans de petites plaines. Paradis terrestre du livre de la Genèse, c'est là que serait née la culture de la vigne. Le pays reste partagé entre villages de paysans et de bergers, s'opposant à de très grandes agglomérations comme Yerevan, la capitale qui avec plus d'un million d'habitants s'est développée, depuis le début du XX^e siècle pour former une grande métropole industrielle et moderne.

Figure 1

Monastère de Novarank, à Erznadzor (Arménie) vue générale

Phot. Inv. F. Verdier © Inventaire général, ADAGP, 1993

- 2 Yerevan, fondée il y a plus de trois mille ans, ce qui en fait l'une des plus anciennes capitales européennes, a vu se développer un croisement continu de civilisations, depuis le royaume ourarte, submergé par les Scythes et rapidement dominé par les Mèdes puis les Perses. Intégrée dans l'empire d'Alexandre, elle reste partagée entre les Parthes et les Romains. Le pays est christianisé dès le III^e siècle. La conquête arabe et l'introduction de l'Islam n'empêchent pas le développement de fortes communautés arméniennes dans toutes les villes du Proche-Orient (la Cilicie) et le maintien d'une puissante noblesse chrétienne. Depuis la fin du Moyen Age, l'Arménie est disputée entre les Perses et les Turcs avant d'être partagée et progressivement dominée par les Russes, avec les autres pays du Caucase. Après les terribles massacres de 1895-1896, puis surtout ceux de 1915-1916, et la mort ou la déportation de plus de 2 millions d'Arméniens, le pays se replie sur son territoire actuel et devient rapidement l'une des républiques soviétiques d'URSS. Depuis 1992, la République d'Arménie est un état indépendant, membre de l'O.N.U. et pays associé au Conseil de l'Europe.

Figure 2

Eglise Saint Astvatzatzine, au monastère de Sevan, près du lac Sevan (Arménie), vue générale
Phot. Inv. F. Verdier © Inventaire général, ADAGP, 1993

- 3 Nourri de cet héritage culturel exceptionnel, le patrimoine de l'Arménie se partage entre les vestiges enfouis d'une multitude de villes et de sites ruinés par d'incessants conflits, et un ensemble très dispersé d'églises témoignant de la continuité depuis près de 2 000 ans d'une civilisation chrétienne, isolée et originale mais incontestablement liée aux grands courants de création et d'organisation sociale et politique de l'Europe de l'Est. Ces églises, certaines remontant au VII^e siècle, la plupart datant du XI^e ou du XII^e siècle, forment une famille architecturale particulièrement séduisante pour l'histoire de l'architecture. De proportions souvent modestes, elles impressionnent par la perfection de leur parti, la qualité de leur mise en œuvre et la richesse de leurs décors sculptés. Très proches des premiers modèles d'architecture chrétienne, elles portent, inaltérés, les principaux caractères des édifices carolingiens et romans d'Europe de l'Ouest. Mais mieux que dans l'empire romain d'Occident, elles ont hérité des procédés de construction de l'Antiquité : maîtrise d'une grande variété de pierres à bâtir, conception géométrique des plans, tracés réguliers des élévations, utilisation des procédés de maçonnerie les plus élaborés, maîtrise de toutes les formes de voûtes et de couvrements. Malgré l'état d'abandon ou de ruine dans lequel beaucoup se trouvent aujourd'hui, et tout en sachant que la plupart ont été détruites ou sont aujourd'hui inaccessibles, l'ensemble, bien identifié et largement publié, constitue le noyau essentiel du patrimoine arménien.

Figure 3

Visite de chantier d'une équipe du CRMA au Monastère de Novarank

Phot. Inv. F. Verdier © Inventaire général, ADAGP, 1993

- 4 Le pays recèle cependant bien d'autres formes de patrimoine et, pour s'en tenir aux ensembles construits, on y découvre de nombreux ouvrages fortifiés, les vestiges de palais et de villes, des ponts, des édifices chrétiens comme des stèles ou des croix, les *chapkars* (plus de 2 000 ont été recensées). A cet héritage religieux médiéval s'ajoute le développement des villes au XIX^e siècle avec quelques immeubles bourgeois à Yerevan, et surtout le très vaste mouvement de construction du pays depuis le début de ce siècle. Dans le cadre des programmes de développement des capitales soviétiques, mais avec une visible autonomie de création nationale, nombre de monuments, édifices publics, logements, établissements industriels ont été mis en chantier, principalement depuis la Seconde Guerre mondiale, à commencer par l'aménagement de Yerevan qui a développé, depuis 1925, un plan d'urbanisme cohérent et ambitieux.

La situation en 1993

- 5 La décomposition de l'U.R.S.S. en 1991 a amené de grands changements politiques et économiques en Arménie. Un nouveau gouvernement démocratique a été installé qui a dû faire face à toutes sortes de difficultés : politiques, guerre avec le pays voisin, l'Azerbaïdjan, blocus économique et énergétique, départ des responsables russes... Dans ce contexte très peu favorable, le gouvernement a clairement souhaité mettre en oeuvre une politique culturelle faisant ressortir l'identité nationale arménienne et un ministère a été spécialement consacré au patrimoine. Il s'est tourné en 1992 vers la communauté internationale pour obtenir une assistance et a demandé à la France d'étudier les possibilités d'une coopération dans les domaines de l'archéologie, de la restauration des monuments historiques et de l'informatisation des données établies dans le cadre de l'inventaire des monuments.

- 6 Une mission d'étude à Yerevan a été organisée par la direction du Patrimoine, mission des relations internationales, en septembre 1993, dès la fin du conflit armé avec l'Azerbaïdjan.

Premier contact

Figure 4

Echafaudages de l'église Katorikée du couvent de Marmachen à Achourian (Arménie)

Phot. Inv. F. Verdier © Inventaire général, ADAGP, 1993

- 7 Une visite sur place a permis à trois responsables de services patrimoniaux français d'évaluer la situation existante après le départ de l'administration soviétique. Sous la conduite du responsable de la mission des relations internationales, un conservateur de l'Archéologie, un architecte en chef des Monuments historiques et un conservateur de l'Inventaire général ont été accueillis par leurs homologues arméniens. La première analyse pour les trois domaines étudiés a montré d'une part un étonnant parallélisme entre les structures professionnelles encore en place en Arménie et celles fonctionnant en France. Par contre le total blocage de la situation arménienne, paralysée par l'absence de nombre d'agents mobilisés ou émigrés vers les pays occidentaux, le manque de ressources et de moyens de transport, provoquant la mise en veille de tous les programmes en cours ont pu être constatés.
- 8 Les techniques de conservation des monuments anciens ont été évaluées par l'architecte des Monuments historiques qui a rapidement compris la totale rupture entre les métiers traditionnels du bâtiment et les moyens mis en œuvre par l'administration soviétique (essentiellement les renforcements de béton armé) responsables des mauvais résultats observés et des nouveaux désordres constatés sur les édifices consolidés. Des stages de

formation aux techniques anciennes de mise en œuvre et les procédures de retour à des méthodes traditionnelles, par exemple l'emploi de la chaux vive, ont été proposés en France aux techniciens arméniens.

- 9 Le service arménien d'inventaire, le CEMA (Centre d'Etude des Monuments d'Arménie), est apparu dans ses missions, ses moyens et son organisation comparable avec un service régional d'Inventaire en France. Depuis 1972, l'administration soviétique l'avait installé, sous le contrôle de l'Académie des Sciences de Saint-Pétersbourg. A la fois centre de recherche sur les monuments anciens et service d'inventaire au sens français du terme, le CEMA a pendant une vingtaine d'années constitué une documentation scientifique sur environ 30 000 édifices ou édicules historiques. Comme en France, des équipes de chercheurs historiens d'art, techniciens (photographes et dessinateurs) ont établi des monographies selon des programmes topographiques. Les niveaux scientifiques et techniques des enquêtes, la qualité de mise en forme des dossiers, la méthodologie, n'étaient probablement pas aussi développés que pour l'inventaire français, mais dans les dernières années, un début d'enregistrement de données avait été entrepris par l'Académie des Sciences sur des ordinateurs soviétiques (en langue russe). Une très impressionnante documentation est ainsi classée et assez bien conservée au centre des archives de la direction du Patrimoine, mais la rupture avec l'administration soviétique a brutalement coupé toute possibilité de valider et de poursuivre l'informatisation de ces données.
- 10 Compte tenu de la qualité des dossiers déjà établis sur le patrimoine arménien, il était facile d'imaginer que leur informatisation posait quelques problèmes techniques (un minimum d'équipement et de formation) et scientifiques (mise en place d'un système d'analyse de données). La première proposition faite a été d'accueillir en France un conservateur de l'Inventaire arménien pour un stage général de formation.

Premier stage

- 11 Pendant trois mois, à l'automne 1994, une conservatrice arménienne a ainsi été accueillie au service régional de l'Inventaire de Haute-Normandie. Cette conservatrice, parlant le français, n'était jamais allée en Europe de l'Ouest et n'avait jamais utilisé un micro-ordinateur.
- 12 Son installation dans une équipe à peu près équivalente à celle du CEMA, dans une région déjà largement inventoriée, où le nombre de dossiers ouverts est comparable à la documentation arménienne, lui a permis de découvrir un fonctionnement technique et scientifique utilisant à tous les stades l'informatique documentaire.
- 13 Le programme du stage comprenait des formations dans trois directions : situation des politiques et stratégies patrimoniales en France, maîtrise des outils techniques (logiciel documentaire, réseaux) et application à l'activité de recensement, de recherche et de diffusion des connaissances.
- 14 L'évolution des actions conduites par l'Etat dans le domaine du patrimoine a été présentée à la stagiaire par le suivi des Entretiens du Patrimoine, la participation aux manifestations alors organisées pour les 30 ans de l'Inventaire, la rencontre sur les stratégies Inventaire-collectivités locales organisée à Saint-Denis.

Figure 5

Marseille, Centre de la culture arménienne. Présentation de l'exposition de photographies du patrimoine arménien

Phot. Centre de la culture arménienne. Droits réservés

- 15 La formation à l'informatique documentaire s'est appuyée sur un stage Texto du ministère de la Culture et une pratique quotidienne. Elle a réalisé, à titre d'application, une petite base documentaire de gestion de photographies sur une centaine de phototypes arméniens, apportés pour préparer une exposition sur le patrimoine de son pays.
- 16 L'activité régulière d'un service régional a été vécue au quotidien en intégrant ponctuellement les équipes sur le terrain et en suivant le travail des chercheurs selon leurs spécialités et dans leur usage des bases de données. En particulier, la stagiaire a pu découvrir les objectifs et le fonctionnement du Système descriptif de l'architecture et utiliser la base nationale Mérimée.
- 17 Le bilan de ce stage a paru particulièrement positif, au-delà de ce qui avait été espéré, et probablement pour deux raisons : malgré le décalage culturel et la grande différence de moyens d'action, la stagiaire arménienne s'est avérée particulièrement apte à comprendre et maîtriser les outils informatiques et l'abord des bases de données documentaires. L'autre raison est probablement que, au-delà de la différence de contexte politique et économique entre les deux pays, la méthode d'analyse du patrimoine, et les éléments patrimoniaux eux-mêmes, sont assez proches pour qu'une transposition se conçoive facilement entre les deux services.

Maquette du système descriptif

- 18 De retour en Arménie, la conservatrice a rendu compte de l'organisation découverte en France à ses autorités administratives qui lui ont commandé la conception d'un système descriptif adapté au patrimoine arménien. Ainsi pendant l'année 1995, sur une grille proche de celle utilisée en France, des maquettes de notice d'analyse ont été ébauchées, les premiers thésaurus élaborés ainsi que la conception du système de géo référencement des données. Ce premier système a reçu l'aval des autorités arméniennes qui ont souhaité quelques développements particuliers comme des champs décrivant les risques telluriques donnant l'altitude des monuments, leur, ou l'intégration d'édicules mineurs ou d'éléments de décor (les *chatkars*).
- 19 Traduite en français, une première version du système descriptif nous a été adressée début 1996 : la proposition déjà très élaborée a justifié de poursuivre pleinement la coopération engagée et de résoudre le problème de l'absence d'équipement informatique de nos collègues arméniens.

Equipement du CEMA

- 20 Si la situation matérielle arménienne s'était depuis 1994 relativement bien rétablie (le courant électrique redevient alors mieux distribué), il n'était toujours pas possible de prévoir sur place un équipement informatique franco arménien. La mission des relations internationales a obtenu fin 1996 le versement d'une subvention à l'association de coopération internationale qui a alors pris en charge cet investissement (PC, onduleur, imprimante, graveur CDI, logiciel).
- 21 Une autre difficulté se posait : la langue et l'écriture arménienne utilisent un alphabet spécifique que les grands logiciels ne maîtrisent pas. Pourtant la volonté de nos collègues, tout à fait justifiée, est d'utiliser leur langue nationale pour ce travail d'inventaire. La solution a été trouvée en utilisant un convertisseur de fonte qu'ils nous ont fourni, et le logiciel Texto de Chemdata, très largement utilisé en France par les services scientifiques et culturels, s'est révélé capable de gérer les bases de données dans cette langue et cet alphabet particulier.
- 22 Cet équipement, acquis en France, a été transporté en Arménie, installé au CEMA et les premiers tests en arménien réalisés.

Formation aux logiciels documentaires

[illegible]

- 23 L'arrivée du poste micro-informatique à Yerevan a permis à nos collègues arméniens d'entreprendre seuls la création de leur base Patrimoine. Pour cela, le CEMA a élargi l'équipe en lui apportant le concours d'un informaticien de l'Université de Vanadzor (nord de l'Arménie). Les premiers tests ont montré la nécessité d'un complément de formation en informatique documentaire, et un reformatage (installation de la version Windows 95) du matériel informatique qui fut l'objet d'un nouvel échange en décembre 1997.
- 24 La conservatrice arménienne et l'informaticien sont revenus à Rouen avec le matériel et surtout l'application informatique validée par les autorités arméniennes. En quelques jours ont été programmés les formulaires, le thésaurus, une édition de fiche signalétique et l'installation des premiers fichiers.
- 25 A cette occasion, nos collègues arméniens ont découvert le plan de numérisation nouvellement mis en oeuvre au service régional, le serveur Internet du ministère de la Culture et ses accès aux bases de données (Mérimée,...), ainsi que la conception et la réalisation des publications de type *Indicateur du Patrimoine*.
- 26 Pendant l'année 1998, malgré des difficultés liées aux réformes administratives arméniennes et à une situation économique perturbant le fonctionnement du CEMA, la saisie des dossiers a véritablement commencé : des programmes ont été envisagés pour établir des priorités d'informatisation de données selon des secteurs géographiques limités ou des catégories de patrimoine.

- 27 Compte tenu des difficultés de circulation (absence de carburant pour les déplacements), c'est la ville de Yerevan qui est traitée en priorité, dans la perspective d'une publication du type des *Indicateurs du Patrimoine*.

Deuxième stage

- 28 Depuis le début de la coopération, la mise en place progressive des programmes a initié nos collègues arméniens à l'étendue des développements de maîtrise et de circulation de l'information que permet l'informatique. Rapidement, ils ont compris à la fois l'élargissement des champs du patrimoine et la possibilité, par la mise en circulation des connaissances, de sensibiliser l'opinion et de favoriser la conservation des édifices dans le cadre des aménagements urbains.

Figure 7

Yérévan (Arménie), vue d'une partie de la ville depuis la forteresse de Erébouni, au dessus du Musée archéologique national

Phot. Inv. F. Verdier © Inventaire général, ADAGP, 1993

- 29 La ville de Yerevan conserve quelques édifices anciens, mais a été essentiellement développée, depuis 1920, comme capitale de la République d'Arménie. Vaste cité-jardin, elle s'est étendue jusqu'aux années 1980, selon un urbanisme très contrôlé et une programmation particulièrement régulière. Aujourd'hui, les structures politiques, les difficultés matérielles et les influences économiques les plus ouvertes vont remettre en cause les partis construits comme la simple conservation de nombreux éléments dégradés, abandonnés ou convertis dans l'urgence.

Figure 8

Maquette d'une page de l'indicateur du patrimoine de la ville de Yérévan (Arménie)

Phot. Inv. F. Verdier © Inventaire général, ADAGP, 1999

- 30 Le CEMA a envisagé avec la ville de Yerevan d'aborder le patrimoine urbain en traitant la documentation par l'informatique et en prévoyant une publication des éléments les plus significatifs (soit un millier de bâtiments). Pour réaliser cet objectif, une poursuite de la coopération a été décidée selon deux perspectives : traitement de l'image (numérisation) et publication du recensement par exploitation directe de la base de données.
- 31 En 1999, année où le service régional d'Inventaire mettait en chantier la publication de l'Indicateur de la Ville du Havre (dont l'illustration est numérisée sur le poste du laboratoire photographique), un nouveau stage a été proposé aux agents du CEMA, portant sur l'analyse des ensembles urbains, la préparation à l'édition d'Indicateurs et la numérisation de fonds photographiques. La même conservatrice arménienne qui suit depuis l'origine le programme d'informatisation et son collègue photographe chargé du laboratoire du CEMA, ont reçu la formation de base et devaient proposer à leurs autorités administratives l'édition de l'inventaire de la ville de Yerevan.
- 32 Depuis cette date, l'équipe du CEMA continue à travailler dans un contexte qui reste difficile. Actuellement, cet organisme développe une nouvelle politique axée sur la protection au patrimoine mondial de l'humanité. Il a participé, à l'automne 2002, au congrès de l'UNESCO et complète la liste des monuments qui devraient bénéficier de cette protection. Un site donnant des informations sur le patrimoine arménien a été créé.

RÉSUMÉS

L'Arménie est une petite république du Caucase, à la limite sud-est de l'Europe, qui a gagné son autonomie en 1990 après l'ouverture du bloc soviétique. Le nouveau Ministère du Patrimoine a sollicité la coopération de la France pour mettre en place une nouvelle politique culturelle. Tout d'abord, une évaluation sur place de la situation dans les domaines des monuments historiques, de l'archéologie et de l'Inventaire a permis d'envisager les réponses à proposer. Pour la demande d'informatisation des dossiers d'inventaire déjà réalisés sous l'autorité de l'Académie de Saint-Petersbourg, nous avons proposé de former des chercheurs arméniens aux méthodes et techniques de l'Inventaire général. L'accueil d'une stagiaire pendant trois mois au service régional de l'Inventaire de Haute-Normandie a été suivi par la mise en place d'un équipement informatique à Yérévan, puis par l'accueil et la formation de techniciens informaticiens et photographes arméniens. De retour dans leur pays ils ont commencé à remettre en place un service d'inventaire dont le programme comprend la création d'une base de données patrimoniales, le recensement de la ville de Yérévan, la numérisation d'images pour la publication d'un indicateur du patrimoine et la préparation de dossiers de protection au titre du patrimoine mondial.

The Armenian heritage comprises both archaeological remains of towns destroyed by never-ending wars and a number of old churches from the eleventh and twelfth centuries. Yerevan, the capital of Armenia, was founded three thousand years ago and is one of Europe's oldest capitals. From 1925 it has developed according to an ambitious urban planning project. After the major political upheavals of 1991, a special ministry was created to look after the architectural and movable heritage of the country and to promote the Armenian national identity. A mission in Yerevan was organised by the French Heritage Direction in 1993, subsequently enabling two Armenian civil servants, a heritage curator and a technician, to work in France in 1994 and 1997. They worked in collaboration with the Regional service for cultural affairs in the Haute-Normandie region, which is developing its cultural co-operation with Armenia.

INDEX

Keywords : architectural heritage

Mots-clés : Arménie, architecture religieuse, architecture civile, inventaire du patrimoine

AUTEUR

FRANÇOIS VERDIER

Inspecteur général de l'Inventaire, Direction de l'architecture et du patrimoine.
francois.verdier@culture.gouv.fr